modifiant celui du 17 janvier 2007 d'application de la loi sur le logement du 9 septembre 1975du 19 mars 2025

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur le logement du 9 septembre 1975

vu le préavis du Département en charge du logement

*arrête***Article Premier**

¹ Le règlement du 17 janvier 2007 d'application de la loi sur le logement du 9 septembre 1975 est modifié comme il suit :

Art. 1 Sans changement

¹ Le présent règlement régit les modalités d'exécution de la loi sur le logement (ci-après : la loi).

Art. 19 Sans changement

¹ Sans changement.

² Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. le taux d'intérêt applicable aux emprunts au moment de la décision ;
- c. Sans changement.
- d. Sans changement.
- e. Sans changement.

³ Sans changement.

⁴ Sans changement.

Art. 20 Sans changement

¹ Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. la variation du rendement des fonds propres selon l'article 19 ;
- c. Sans changement.
- d. Sans changement.
- e. la variation du taux d'intérêt applicable aux emprunts.

² Sans changement.

Art. 20a Sans changement

¹ L'autorité compétente peut décider, pour tout immeuble ayant bénéficié de l'aide à la pierre linéaire, de la création d'un fonds de régulation des loyers avec pour objectif d'atténuer les effets des variations des taux hypothécaire de référence et d'intérêt des emprunts.

² Elle fixe annuellement le montant à attribuer au fonds de régulation des loyers, après consultation de la commune du lieu de situation de l'immeuble. En principe, ce montant correspond à la différence entre le loyer encaissé et le nouveau loyer calculé par le service conformément aux articles 19 et 20 du règlement.

³ Sans changement.

⁴ Sans changement.

⁵ Sans changement.

⁶ Sans changement.

Art. 22 Sans changement

¹ L'autorité compétente peut décider, pour tout immeuble ayant bénéficié des mesures financières dans le cadre de l'aide à la pierre dégressive, de la création

d'un fonds de régulation des loyers avec pour objectif exclusif d'atténuer les hausses des loyers dues notamment à la diminution progressive des aides des pouvoirs publics et aux augmentations des taux hypothécaire de référence et d'intérêt des emprunts.

² Sans changement.

³ Sans changement.

⁴ Sans changement.

⁵ Sans changement.

⁶ Sans changement.

Art. 23 Sans changement

¹ Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. la variation du rendement des fonds propres selon l'article 21 ;
- c. Sans changement.
- d. Sans changement.
- e. la variation du taux d'intérêt applicable aux emprunts.

² Sans changement.

Art. 25 Sans changement

¹ Sans changement.

² La notification doit mentionner la date de la décision, le motif de la hausse ou de la baisse de loyer, ainsi que le délai et l'autorité compétente pour recevoir la réclamation.

Après Art. 32

Chapitre VI Réclamation

Art. 33 Décisions communales

¹ Les décisions des offices communaux du logement peuvent faire l'objet d'une réclamation dans les 30 jours dès leur notification. La loi sur la procédure administrative est applicable.

² Abrogé.

Art. 34 Sans changement

¹ Les décisions du service peuvent faire l'objet d'une réclamation dans les 30 jours dès leur notification. La loi sur la procédure administrative est applicable.

Art. 2

¹ Le Département des institutions, du territoire et du sport est chargé de l'exécution du présent règlement qui entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 19 mars 2025.

La présidente:

C. Luisier Brodard

Le chancelier:

M. Staffoni

Date de publication : 25 mars 2025